

Les écrivains et le pouvoir

Laurence Olivier et Xavier Philippe-Beauchamp

Numéro 329, hiver 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94652ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Olivier, L. & Philippe-Beauchamp, X. (2021). Les écrivains et le pouvoir. *Liberté*, (329), 10-11.

Les écrivains et le pouvoir

Dans cette toute nouvelle chronique, deux Canadien-nes français-es s'évertuent à détourner les pouvoirs, à délégitimer toutes les prises de paroles – la leur en premier.

Notre titre ne prétend pas à une quelconque neutralité grammaticale – masculine –, contrairement à l'utilisation qu'en faisait Aquin (« L'écrivain et les pouvoirs ») dans les pages de cette revue en 1971. Les derniers mois nous auront montré que le pouvoir des écrivaines n'est pas le même que celui des écrivains, et que si ces derniers (et leurs éditeurs) ont la main haute et baladeuse, ces premières se font enfin entendre et fomentent, avec confidentialité et solidarité, leur propre réponse.

La question du pouvoir « enchanté » Aquin au point de le pousser, comme d'habitude, jusqu'au « pseudo-délire ». Quant à nous, plutôt que de fantasmer un monde où les écrivains détiendraient un « pouvoir totalitaire » (on reconnaît bien Aquin ici), nous n'en pouvons plus de les voir investis d'un pouvoir qui les incline, pernicieusement, à des abus de toutes sortes et leur mérite traitements de faveur et autres sauf-conduits, le silence de leurs pairs en sus. Paraître sur la tribune, recevoir des prix, être mis en vitrine : les lancements, salons et lectures publiques se sont révélés, après tout, de véritables territoires de chasse. Ainsi, si ce thème nous enflamme nous aussi, ce n'est pas pour les mêmes raisons que notre suicidé national. Si nous le plagions ici de façon éhontée, en large et en travers, au mot près (voyez le numéro 74), c'est pour nous rapprocher de l'« improductivité euphorisante » dont il rêvait pour lui et sa caste. Écrivain-es comme d'autres écrivain-es, nous délirons tant bien que mal (plus mal que bien) et nous nous évertuons à détourner les pouvoirs, à délégitimer toutes les prises de parole, la nôtre en premier.

Notre sérieux nous a toujours caractérisé-es, et cela depuis nos premières écritures. Au lieu de nous alimenter directement au sentiment national, nous avons lu faits historiques et romans du terroir par-dessus l'épaule de Gaston Miron et d'autres passeurs laurentiens. Les terres incultes ouvertes par le curé Labelle nous émeuvent autant que la revanche des berceaux. C'était, en quelque sorte, les saintes écritures de la nation ! D'une saison malheureuse à l'autre, nous nous évertuons comme d'autres avant nous à prendre la main d'Eutrope Gagnon après que notre François Paradis est mort égaré dans une congère. Nous nous résignons à la victoire du Parti québécois après avoir entonné le chant familial de « bêtes sauvages de l'espoir » dans les rues de Montréal le temps d'un printemps. « La route que nous suivons », la voici : nous célébrons la défaite du même parti comme nous rions de la défaite à Saint-Eustache.

Ces nourritures, pourtant anémiantes, nous ont tenu-es en vie jusqu'à aujourd'hui – en dépit des fluctuations polyvalentes du pouvoir. Les poussiéreux poètes du pays, dans leurs fantasmes mère-amante-patrie, auront mis la table pour que les écrivaines soient considérées – encore bien longtemps après la mort de Gatien Lapointe – comme des territoires à conquérir. Qui prend mari prend pays, certes ; mais qui perd les Plaines sort sa graine. Les poètes se sont

longtemps plu à confondre femme aimée et territoire. Ne nous étonnons donc pas qu'une certaine masculinité confonde aujourd'hui sa frustration à l'égard de l'échec national avec « l'agace » qui « se refuse ».

Trêve de confidences. Ce n'est pas pour parler de tendres sentiments nationaux que nous prenons la plume. Nous passons en quatrième vitesse, et avec nous le fantôme d'Hubert Aquin, inutile de vous dire que ça se précipite ! Nous nous expliquons : un fossé se creuse entre certaines tendances (passées ?) à *Liberté* et nous. Nous tenons à dire d'emblée que nous n'incarbons pas l'intolérance, disons, par comparaison aux membres du Conseil d'administration de *Liberté* qui, elleux, représenteraient la quintessence de la tolérance. Savoir se mouvoir dans les hautes sphères du pouvoir et pourtant tolérer une parole qui vient d'en bas, n'est-ce pas signe de souplesse ?

Mais, pour tout dire, nous avons notre voyage ! Non seulement trois (!) différents conseils des arts exercent un holding financier et idéologique sur la revue, mais *Liberté* ne répugne en rien à ce que la liberté soit sous la tutelle d'un ex-ministre des finances et du revenu, et sous l'égide d'une société de développement qui promeut le capitalisme à visage humain !

Sur les traces d'Aquin, nous annonçons *hic et nunc* que nous démissionnons des pages de *Liberté*.

Dans une récente livraison (numéro 326) de la revue, nous avons été choqué-es de trouver, tout juste avant le dossier que nous inaugurons par notre texte « Messe basse-canadienne », une publicité pleine page dont le graphisme réussi ne parvenait pourtant pas à couvrir la mauvaise odeur. Cette publicité présentait une liste de « donateurs » qui « nous aident à contribuer au débat en toute liberté ». En toute liberté ! En haut de cette liste : un ancien ministre libéral. N'avait-il aucune idée de la dangerosité (toute déclinante soit-elle) de l'aven-ture qu'il finançait ? Savait-il même

qu'il finançait une revue ? De l'argent – en fait des pinottes ! Pas de quoi payer même le cachet qu'on aurait ici ! Pas de quoi se vanter, d'un côté comme de l'autre ! Espérons au moins qu'il puisse déduire ce don de ses impôts.

Ce même numéro, nous le savons, nous a gagné des ennemis, et le masculin encore une fois n'est pas neutre. Ces hommes habitués à prendre la parole en public – professeurs, invités à certains micros, chroniqueurs du dimanche –, nous les avons fait brailler et chigner. Un gain, sans contredit ! Nous les avons vus particulièrement piqués qu'on raille leur amour de la nation. Il ne manquait plus qu'on s'attaque à leur masculinité... Ils s'imagineront qu'on les accuse d'inconduites ; si le chapeau vous fait, messieurs...

Toujours parmi la liste de noms que nous ne déclinons pas toute – à vous de vous procurer ce fatidique numéro – figurait celui d'une « entreprise d'économie sociale ». Espérons tout de même (pour son bien comme pour le nôtre) qu'un don fait au nom d'une entreprise soit à la hauteur du sérieux de sa mission : nous aussi voulons « générer des retombées significatives pour la collectivité » ! N'allez pas croire qu'il y a de quoi rougir à toucher l'argent qui transite par les mains de promoteurs immobiliers ou de lobbyistes libéraux, pourvu que ces sommes servent à faire sauter quelque chose. Rappelez-vous nos sympathies pour ceux qui volaient des explosifs de chantiers pour s'en prendre à des boîtes postales. C'est peut-être ça, le développement durable et la revitalisation urbaine.

Au bas de la liste, finalement, une invitation à contribuer à *Liberté* : « Vous souhaitez y ajouter votre nom ? Contactez-nous. » Une bien étrange liste à laquelle vouloir se joindre ; nous avons répondu à l'appel.

Nous avons envie de dire la même chose à ces hommes du milieu culturel qui, au cœur de l'été, soudainement, sans que quoi que ce soit ait pu les pousser à agir aussi promptement, quittaient leurs postes afin de se « concentrer sur [leurs] propres projets ». C'est à se demander si la canicule a été riche en réflexions quant à leur carrière, ou s'ils ne protègent que leurs arrières. Il a été beau et bon d'assister à la migration de ceux qui craignent de

se faire jeter à la porte à cause de leurs agressions, gestes déplacés, paroles à faire blêmir même André Boisclair (un autre héros canadien-français) et autres « inconduites ».

Une pensée, au passage : le Parti québécois rassemble depuis des lustres ce que le Canada français a à offrir de chauffards, de poudrés et d'ivrognes. Le nom de Blanchette circule ces temps-ci sur les listes de dénonciations ; au tour du Bloc d'ajouter un fleuron à ce florilège. On comprend encore moins pourquoi diable le PQ nouvellement élu n'a pas daigné donner une job à Aquin en 1976. Cela nous aurait épargné à la fois son suicide, son accession au statut de Christ de la nation, et l'obsession que vos humbles serviteurs éprouvent à son égard – ce qui vous aurait épargné ce douloureux torchon.

*Il y n'a pas de quoi
rougir à toucher
l'argent qui transite
par les mains
de promoteurs
immobiliers ou de
lobbyistes libéraux,
pourvu que ces
sommés servent à
faire sauter quelque
chose.*

On nous reprochera de désacraliser la mémoire d'un maître à penser, mais nous nous en balançons ! Lui-même était sans doute, parmi d'autres accusations bien pires, un tricheur, un plagiaire, un un un ! Quelle honte à le plagier ? Aquin aurait pu nous décevoir, comme tous les autres, mais il n'en a pas eu le temps. Nous reprenons son flambeau.

Nous reprenons à ces autres hommes du milieu littéraire et

culturel, démissionnaires eux aussi : en prenant la porte de leur plein gré, en s'auto-inculpant, ils auront au moins eu le mérite de nous épargner une partie de la sale job de nettoyage. Malgré ce qu'ils clament, ils se souviennent si bien de leurs gestes que certains envoient le même message inquiet, copié-collé, à une dizaine de femmes avec qui ils auraient, peut-être, par le passé, s'il y a lieu, etc., « dépassé les limites ». Comme disait la pub : « Vous souhaitez ajouter votre nom à la liste ? » Il n'y a pas plus simple.

Après notre sprint elliptique, nous nous confessons à l'instant, non sans une certaine fierté : la seule chose qui nous retient de démissionner de notre *Vinaigre blanc d'Amérique* sont les messages haineux que nous espérons recevoir. Mais, en bons catholiques, faisons aussi preuve d'humilité. Les foudres qui tombent sur *Liberté* ces temps-ci sont aussi le fait de la *bate mail* reçue par quiconque critique l'essai de Pierre Vallières. C'est explosif ! Cette vague est portée par des boomers qui écrivent à *Liberté* pour résilier leur abonnement – « LiBeRtÉ eSt TrOp PoLiTiQuE, lIbErTÉ eSt mEnÉ pAr DeS fEmMeS ». Ils demandent des chèques de 23 \$ en remboursement des numéros qu'il leur restait à recevoir. Pourquoi ne daignent-ils même pas s'en servir pour chauffer le poêle ? Tous ces chèques dans la malle, il faut l'avouer, s'ajoutent à nos motivations de prendre chronique.

Un exposé aussi bref incline, peut-être, ceux qui l'ont lu à poser des questions aux auteur·trices. Afin d'effectuer un suivi des plaintes, nous resterons donc, malgré tout, à votre disposition ici même, dans la prochaine chronique. Ce courrier des lecteurs, évidemment, ne donnera accès qu'à nos réponses catoptriques et à notre kaléidoscopique version des faits. Comme disait cet autre héros dont on ne doit plus ternir la réputation, « à la prochaine fois ». ●